

DECLARATION UNSA EDUCATION VOSGES

CDEN du 23 novembre 2020

Monsieur Le Préfet des Vosges,
Monsieur le Président du Conseil Départemental des Vosges,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'UNSA-éducation voudrait d'abord saluer la mémoire de notre collègue Samuel Paty. Nous avons également une pensée pour les proches des victimes de la barbarie du 29 octobre, à Nice. A travers ces coups mortels, c'est la République toute entière qui est touchée. La France est aujourd'hui sous tension et le monde éducatif n'est pas épargné. Évidemment, le contexte de pandémie démultiplie cette tension et met l'École sous pression.

Les personnels enseignants, AESH, de direction, de vie scolaire, de santé sont globalement dans un état d'épuisement et d'exaspération par rapport au fonctionnement erratique de l'institution.

Si tous les personnels de l'Education nationale donnent énormément d'énergie pour que les élèves continuent à apprendre dans les meilleures conditions possibles et pour que les familles gardent confiance en l'École, depuis la rentrée de Toussaint, les remontées du terrain sont unanimes. A travers les injonctions contradictoires, les effets d'annonces médiatiques, les absences d'arbitrage, les collègues, sur le terrain, se retrouvent démunis.

Oui, la situation est inédite et compliquée, mais les personnels ont besoin de moyen supplémentaire, de soutien et de confiance réaffirmée.

C'est pourquoi, nous demandons une mise en œuvre du protocole qui permette son objectif de départ : protéger ! Si nous saluons par exemple l'ajournement des formations et réunions non urgentes, et l'annonce de la distribution de masques transparents aux enseignants du premier, il faut pouvoir avoir recours aux petits groupes dès que le protocole ne peut s'appliquer pleinement, y compris au collège voire dans certaines écoles où les effectifs sont importants. Les moyens ne suivent pas toujours, il faut avoir des positions plus claires.

Nous demandons une protection sanitaire légitime. Si une commune, par exemple, n'est pas en mesure d'organiser le nettoyage et l'entretien des locaux, il faut pouvoir suspendre et pas attendre que ça passe.

Nous demandons du personnel communal, du personnel enseignant, du personnel administratif...

Nous demandons du respect vis à vis de notre engagement et de notre professionnalisme.

Nous estimons légitimes des journées banalisées en cas de modifications à apporter à l'organisation des établissements (nouveaux protocoles, nouvelles modalités d'organisation des enseignements...).

Nous demandons la levée du jour de carence pour tous les personnels affectés par ce virus, et la mise en télétravail ou en ASA (autorisation spéciale d'absence) automatique de tous les personnels fragiles ou vivant avec des personnes fragiles.

Un dernier exemple d'actualité : la priorité donnée aux personnels de l'Éducation nationale quant à l'accès aux tests. L'Unsa Education accueille favorablement cette décision. En revanche, une fois de plus, l'ambition se trouve très vite mise à mal par l'absence de moyens. Les médecins et infirmiers scolaires, déjà débordés, ont avant tout en charge la santé des élèves et ne seront jamais assez nombreux pour répondre à la demande, basée sur le volontariat.

Pour pallier ce manque, la responsabilité des préfets et des autorités académiques de mettre à disposition des établissements des professionnels autres est engagée : qu'en est-il dans notre département ? Un recensement des personnels de l'Éducation nationale volontaires et des soutiens possibles est-il en cours ?

En conclusion, l'UNSA Education a le devoir de vous dire solennellement que de trop nombreux enseignants et personnels de l'Éducation nationale sont fatigués, épuisés et non loin de craquer. Ils savent que les renforts n'arriveront pas ou peu ... mais ils espèrent de la clarté, du soutien et de la confiance des autorités que vous représentez.

Nous remercions le préfet Ory pour le travail accompli et souhaitons la bienvenue à Monsieur Seguy, notre nouveau préfet.

Merci pour votre attention.